



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

ONZE PROPOSITIONS POUR UNE ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

CAMPAGNE ÉLECTORALE 2012





Plus que jamais, la prochaine campagne électorale au Québec devra être une occasion privilégiée pour débattre de notre vision de l'avenir. Au moment où les citoyens prennent de plus en plus conscience des impacts de notre modèle de développement sur l'environnement et sur notre qualité de vie, au fur et à mesure que nous prenons conscience collectivement de l'importance de protéger et de promouvoir notre souveraineté alimentaire et culturelle, il est grandement temps de franchir un pas de plus vers un développement plus équitable et durable. Il est enfin temps d'accorder à l'économie sociale la place qui lui revient et de favoriser ainsi une économie citoyenne mettant l'être humain et le bien commun au centre de ses préoccupations.

Pour y arriver, il faut en premier lieu s'appuyer sur l'engagement citoyen et apporter un soutien à tous ceux et celles qui portent et développent des entreprises collectives pour répondre aux besoins et aux aspirations de leurs collectivités respectives. Mais pour que ces entreprises réussissent et atteignent leur plein potentiel, il faut, à l'instar du secteur privé traditionnel, un environnement favorable et des politiques publiques ambitieuses et novatrices en faveur de l'économie sociale à tous les paliers de gouvernement.

Pour cette raison, le Chantier de l'économie sociale et ses partenaires des diverses régions, secteurs économiques et mouvements sociaux, interpellent l'ensemble des formations politiques en leur demandant de réagir aux propositions suivantes.

Ces propositions sont tirées du document *Pour un changement de logique économique* accessible sur le site

www.chantier.qc.ca

Assurer une pleine reconnaissance de l'économie sociale au sein des stratégies et institutions gouvernementales

PROPOSITION 1

Adopter une loi cadre sur l'économie sociale qui reconnaît la contribution des entreprises collectives, assure une pleine reconnaissance dans l'ensemble des institutions et politiques gouvernementales et établit un lieu de dialogue permanent avec le gouvernement du Québec dans le but de poursuivre la mise en place de nouvelles politiques publiques.



Renforcer la contribution de l'économie sociale au développement des territoires pour une meilleure qualité de vie dans nos communautés

PROPOSITION 2

Assurer que l'ensemble des ministères sectoriels (Santé, Culture, Environnement, Transports, Éducation, etc.) reconnaît pleinement la pluralité de l'économie québécoise avec un soutien aux entreprises collectives dans le développement et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques et programmes.

PROPOSITION 3 - SPÉCIFIQUE AU SECTEUR DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE EN AIDE À DOMICILE

Accroître les investissements dans le maintien à domicile, notamment par une révision du cadre financier pour les EESAD afin, entre autres, d'offrir des conditions de travail de qualité.

PROPOSITION 4 - SPÉCIFIQUE AUX SERVICES DE GARDE

Poursuivre le développement de places en service de garde exclusivement dans les Centres de la petite enfance, entreprises d'économie sociale.

PROPOSITION 5 - SPÉCIFIQUE AU SECTEUR DE L'HABITATION

Reconduire le programme AccèsLogis sur une base pluriannuelle d'au moins 5 ans et permettant de réaliser au moins 3 000 logements par année.

PROPOSITION 6 - SPÉCIFIQUE AU SECTEUR DE LA CULTURE, DES LOISIRS ET DU TOURISME

Accroître les investissements publics et favoriser les investissements privés dans les secteurs de l'économie sociale en pleine expansion, notamment la culture, les loisirs et le tourisme.

Faire confiance aux travailleurs et travailleuses pour protéger l'emploi et répondre aux besoins de la relève entrepreneuriale

PROPOSITION 7

Inciter, par des mesures fiscales, les propriétaires de PME à vendre leur entreprise à leurs travailleurs ou à la collectivité sous forme de coopérative de travail, de coopérative de travailleurs actionnaires, de coopérative de solidarité ou d'organisme sans but lucratif.

Accroître le rôle des collectivités dans la mise en valeur des ressources naturelles

PROPOSITION 8

Appuyer la prise en charge par les communautés locales de la mise en valeur et de la transformation des ressources naturelles, notamment dans le domaine de la forêt et des énergies renouvelables, avec des politiques favorisant des entreprises collectives et des partenariats publics-collectivités.

Contribuer à la création d'emplois décents et à la lutte à la pauvreté

PROPOSITION 9

Reconnaître la juste valeur du travail dans les ententes contractuelles entre, d'une part, les entreprises et organisations collectives et, d'autre part, les pouvoirs publics afin d'assurer des conditions de travail décentes au personnel de ces entreprises et afin qu'elles puissent répondre à l'ampleur des besoins.

Accroître les investissements publics et privés en faveur d'un développement social et économique durable

PROPOSITION 10

Soutenir les acteurs de l'économie sociale dans la mobilisation de capitaux privés à des fins sociales (finance solidaire) par un appui accru au développement de nouveaux produits et outils de capitalisation privés adaptés aux finalités et aux spécificités des entreprises tout en assurant un renforcement des investissements publics dans des secteurs stratégiques. Ce soutien doit se réaliser notamment par des garanties sur le capital, un partage du risque, des prêts à taux préférentiel ou sans intérêt et des mesures fiscales tout en assurant d'obtenir une part équitable des contributions publiques (subventions et mesures fiscales) destinées aux entreprises du Québec.

Reconnaître pleinement la pluralité de l'économie québécoise comme levier de développement durable et de justice sociale

PROPOSITION 11

Assurer la capacité des acheteurs publics, tant gouvernementaux que municipaux, avec un cadre réglementaire favorable, de convenir de contrats soit de gré à gré, soit par des appels d'offres avec des entreprises d'économie sociale sur tout le territoire du Québec et dans tous les secteurs de l'économie.





CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
www.chantier.qc.ca

